

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 15 AVRIL 2010

Le quinze avril 2010 les membres du comité syndical, dûment convoqués le 06 avril 2010, se sont réunis en séance publique au Syndicat mixte Autolib' 16 rue de la Banque 75002 PARIS, à 09 heures 30, sous la présidence de **Madame Annick LEPETIT**, Présidente du Comité Syndical.

Étaient présents,

Pierre AVRIL, CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Alain BERGOT, MAISONS-ALFORT
Samuel BESNARD, CACHAN
Gérald CALZETTONI, ROMAINVILLE
Jacques DUBY, SEVRES
Geneviève GAILLABAUD, LA GARENNE COLOMBES
Guillaume GARDILLOU, BOULOGNE-BILLANCOURT
Jacques GODARD, LE BOURGET
Pierre MANSAT, PARIS
Jean-Luc MILLARD, DRANCY
Philippe LEBEAU, PANTIN
Patrice PATTEE, SCEAUX
René ROUQUET, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE)
Bruno TUDER, CA Sud de Seine (BAGNEUX)

Ont également assisté à la séance sans participation au vote **Jean-Luc MORETTI**, représentant de la ville de **NOGENT-SUR-MARNE** et **Monsieur DALLONGEVILLE** (Directeur de la Voirie) représentant de la ville de **COURBEVOIE**

Ont donné pouvoir en leur nom avant l'ouverture de la séance :

Bruno CHANUT, NANTERRE à **Pierre MANSAT**, PARIS
Michel DELOISON, NEULLY-SUR-SEINE à **Geneviève GAILLABAUD**, LA GARENNE COLOMBES
Daniel BERNARD, BAGNOLET à **Annick LEPETIT**, Présidente
Jean-Christophe ATTARD, VILLENEUVE LA GARENNE à **Guillaume GARDILLOU**, BOULOGNE-BILLANCOURT

Étaient absents et représentés :

Patrick BEAUDOUIN, SAINT-MANDÉ, par **Françoise FOUGEROLE**
Pascal BUCHET CA Sud de Seine (FONTENAY-AUX-ROSES), par **Gérard MAHE**
Sophie DESCHIENS, LEVALLOIS-PERRET, **Bertrand PERCIE DU SERT**

Etaient absents et non représentés :

Laurent CATHALA, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (CRETEIL)
Nicolas CHOJNACKI, MONTROUGE
Delphine HERBERT, CHARENTON LE PONT
Philippe KALTENBACH, CA Sud de Seine (CLAMART)
Christian METAIRIE, ARCUEIL
Christophe PAQUIS, LES LILAS
Joseph ROSSIGNOL, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (LIMEIL-BRÉVANNES)
Sophie TAILLE-POLIAN, VILLEJUIF
Benoît WOESSMER, CC de Charenton-Saint-Maurice (SAINT-MAURICE)

DELIBERATION 2010 015 – Prise en charge de frais divers

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret 2007-23 du 5 janvier 2007 portant sur les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires à la charge des budgets des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article premier : Le syndicat mixte prend en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de nourriture des agents en mission à la demande du Syndicat dans les conditions suivantes :

Rappel de la définition de la mission : est en mission l'agent en service, muni d'un ordre de mission, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale. Pour les déplacements réalisés à l'intérieur des Départements des Hauts-de-Seine, de Paris, de Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne, un ordre de mission permanent de 12 mois est établi par la Présidente pour le Directeur et par le Directeur pour les autres agents.

Prise en charge des frais : Les frais de repas seront pris en charge si l'agent se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas du midi et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir. Ils ne sont pas pris en charge pour les déplacements à l'intérieur des Départements des Hauts-de-Seine, de Paris, de Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne.

Les frais divers (tickets de transport en commun pour une zone supérieure à celle de prise en charge dans le cadre du remboursement de la carte orange mensuelle, taxi ou autopartage à défaut d'autres moyens de locomotion, péages, parkings dans la limite de 72 heures) occasionnés dans le cadre d'une mission seront remboursés sous réserve de présentation des justificatifs de la dépense.

Les agents peuvent également obtenir le remboursement des frais de carburant nécessaires à l'alimentation du véhicule de service qui peut être prêté aux agents avec l'autorisation du Directeur.

Tarifs : Les déplacements sont remboursés sur la base du tarif d'un billet SNCF 2ème classe en vigueur au jour du déplacement ou sur indemnité kilométrique si la destination n'est pas dotée d'une gare SNCF. Les tarifs des indemnités kilométriques sont fixés par arrêté du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

De manière exceptionnelle, les agents peuvent être autorisés à utiliser l'avion. Ils sont alors remboursés sur la base du tarif de la classe la plus économique.

Les frais d'hébergement sont remboursés de manière forfaitaire dans la limite du taux plafond fixé par arrêté du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

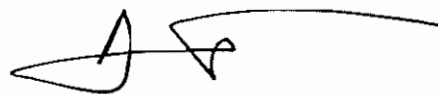
Le remboursement de l'indemnité de repas est réalisé sur la base des justificatifs, dans la limite du taux de l'indemnité forfaitaire fixée également par arrêté.

Le remboursement des frais occasionnés par les déplacements à l'étranger se font dans les mêmes conditions que pour les déplacements des personnels civils de l'Etat. Pour les déplacements à l'étranger, les agents peuvent être autorisés à utiliser l'avion. Ils sont alors remboursés sur la base du tarif de la classe la plus économique, sauf si la durée du trajet est supérieure à 6 heures et que le retour est effectué moins de 48 heures après l'arrivée à destination. Dans ce dernier cas, le remboursement intervient sur la base du tarif de la classe affaires, au vu des justificatifs.

Article second : Le syndicat prend en charge les frais liés à des stages ou des concours dans les mêmes conditions que pour les missions. Dans le cas où ces frais seraient pris en charge par un organisme de formation, l'agent ne pourra prétendre à leur remboursement par le syndicat.

Délibération adoptée à l'unanimité

La Présidente du Comité syndical,
Annick LEPETIT

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a small flourish.